



29 février 2020
Chantal CUTAJAR

Collectif Vélorution	Équipe de Chantal CUTAJAR
Benoît ECOSSE Somhack LIMPHAKDY	Chantal CUTAJAR David GUITTON Laurent FOURNIER

Chantal CUTAJAR présente une liste de convergence qui propose une alternative aux partis traditionnels. Par exemple, le comité de direction de campagne est composé d'une quinzaine de personnes colistières ou non. Chaque décision se prend de manière collégiale et c'est ce qu'elle propose pour tous les aménagements.

Chantal CUTAJAR revient rapidement sur son parcours personnel. Elle a d'abord œuvré dans le champ de la recherche pour lutter contre la finance criminelle. Elle souhaite être utile là où elle est. Elle est en charge entre autres délégations des marchés publics et de la démocratie locale et elle a initié le Pacte de la démocratie locale. Son programme porte sur 4 fondements : 1/ La priorité absolue à la protection de la vie (face aux questions économiques, sociales, etc), 2/ La fraternité préalable pour relever les défis actuels et à venir, 3/ La probité et l'éthique (interdiction du cumul des mandats, même au sein de la même collectivité - adjoint au logement et présidence d'OPUS par exemple -, maintien du déontologue de la ville...), 4/ Une démocratie réellement participative avec une Chambre de la Participation Citoyenne tripartite avec des élu.e.s de la majorité et des minorités ainsi que des citoyen.ne.s et des technicien.ne.s. Cette chambre de la participation citoyenne serait le lieu du consensus. Elle énonce le fait que depuis sa création, il n'y a eu recours qu'une seule fois au vote. Toutes les autres décisions ont été prises sur le mode du consensus. C'est ainsi qu'elle envisage de mener une politique des mobilités dans ce qu'elle nomme elle-même de la « dentelle fine » afin de ne pas imposer une vision urbanistique surplombante sans prendre en compte la réalité des experts d'usage ni les compétences des aménageurs urbains. L'aménagement de la ville et de la voirie sera donc pour l'essentiel à venir dans un projet à co-construire.

David GUITTON est colistier de madame Chantal CUTAJAR. Il nous décrit rapidement son parcours personnel. Issu d'un milieu ouvrier, il a mené toutes ses études en alternance avec un emploi durant une quinzaine d'années. Ce parcours lui a permis de mieux cerner les enjeux actuels tant environnementaux que sociaux. Éloigné de la politique, ce sera sa rencontre avec les citoyen.ne.s engagé.e.s et sa tête de file qui le mènera à l'endroit où il se place aujourd'hui. Il souhaite de par son expérience proposer un autre modèle dont celui de l'auto-solisme.

Laurent FOURNIER vit à l'EuroMétropole mais n'est pas colistier. Il est investi sur les questions des données personnelles et porte une attention particulière à tous ces enjeux. Il souhaite pouvoir de par ses compétences participer à la proposition de solutions.

Pour en revenir à la question du vélo, Chantal CUTAJAR est surtout piétonne et elle utilise le réseau de transports en commun. Laurent FOURNIER a plusieurs moyens de transport dont un vélo électrique. Il en est de même pour David GUITTON. Ils ne sont donc pas exclusivement des cyclistes et utilisent tous les modes de transport mis à disposition. Selon eux, l'enjeu des mobilités est plus global et dépasse largement la question du vélo. Changer de mobilités présuppose une alternative et une intermodalité avec des transports en commun, des vélo-bus, des vélo-taxis, des bus électriques... Il

faudra également veiller à ce que les parkings relais ne viennent pas engorger la ville en se plaçant au cœur de celle-ci. Il faudra les construire en début/fin de ligne afin de ne pas apporter de flux supplémentaires dans la ville.

Par exemple, la mise en œuvre de la Zone à Faible Émission (ZFE) est certes souhaitable mais sans aucune contre-partie de moyens ni d'accompagnements, elle sera un facteur supplémentaire de précarité des catégories sociales les plus fragiles. La liste propose une « débétonnisation » volontariste afin de planter en pleine terre arbres et haies, réintroduisant de fait de la vie dans les sols et de la biodiversité.

La liste propose la mise en place de ZCIV pour Zone Concertée Interdite aux Véhicules. Selon les cas, cela pourrait se faire en cœur de quartier, aux abords d'une école. Ces zones se définiraient en lien avec les habitants et les usagers du quartier sans idée préconçue. La liste milite aussi pour une région Alsace à statut particulier. Ceci permettrait des discussions et des prises de décisions au plus près des territoires.

Pour ce qui est de la question des conflits impliquant des cyclistes, Chantal CUTAJAR soulève que certaines infractions relèvent du pénal. Elle souhaite mettre en œuvre plus activement de l'éducation, la sensibilisation et de la prévention routières.

L'ensemble des participants est sensible à l'aspect festif du collectif Vélorution qui prône un art de vivre. Une idée serait de travailler à tous les âges de la vie à une alternative des mobilités. En commençant par l'école mais aussi en innovant, par exemple avec l'école de management EM Strasbourg et les entrepreneurs de la région en les formant au vélo et à ses modalités (réparations, déplacements, etc).

Pour répondre aux questions posées par le collectif, ils devront nous renvoyer vers des concertations futures bien qu'étant favorables sur le principe et les axes de réflexion proposés par Vélorution. Dans le cadre de comité élargi et de comité de pilotage, il faudra veiller à redéfinir le statut du bénévole.

Pour clore l'entretien, Laurent Fournier prône le pragmatisme. Il ne se dit pas favorable à la généralisation du 30km/h à l'échelle de la ville comme à Grenoble, mesure qu'il juge « dogmatique ».

Quant à lui, le collectif Vélorution Strasbourg se positionne fermement sur plusieurs points comme le Plan Climat 2030 ou le PAMA (Plan des Actions pour les Mobilités Actives) de l'EMS votés respectivement en décembre 2019 et en mars 2019 :

- La concertation systématique en comité élargi incluant des experts d'usages (associations et collectifs du vélos, habitants des quartiers)
- Une journée sans voiture annuelle voire mensuelle (il n'est pas utile pour la mise en place de cette journée d'attendre l'aval de l'EMS, contrairement à d'autres compétences)
- Strasbourg-EMS capitale du vélo ?, il faut dès lors un budget à la hauteur des enjeux (le collectif rappelle que le modèle de la voiture individuelle sera obsolète à court, moyen et long terme)
- Le collectif transmettra les travaux de l'association Paris en Selle
- Il faudra veiller en plus des questions propres liées à la voirie et à la signalisation à inclure les bailleurs sociaux mais également instruire les permis de construire afin de penser des locaux

à vélos sécurisés (le vol de vélo étant la raison principale du retour à un autre mode de transport voiture, transport en commun ou scooter) et adaptés, suffisamment larges et accessibles aux nouveaux vélos (comme les vélos utilitaires ou les vélos cargos, vélos nécessitant une possibilité de recharge). Peut-être introduire ces contraintes dans le PLUi, introduisant la notion de services adaptés aux vélos

- Vélorution se positionne fermement sur le fait que les conflits impliquant les cyclistes avec les autres usagers de la voirie sont pour l'essentiel un manque d'infrastructures propres aux cycles.
- Le collectif Vélorution est favorable à l'innovation sur la voirie et la signalisation, avec l'implantation plus systématique de sas à vélo ou de zones pilotes pour le tourne-à-gauche, voire des voiries mieux séparées entre vélo/piéton et vélo/véhicules motorisés. Sans expérimentation ni évaluation, il sera difficile de progresser sur ces questions
- Vélorution rappelle à quel point il est essentiel de sortir de l'échelle de la ville ou même de l'agglomération pour développer et augmenter la part modale du vélo. Ceci ne sera possible qu'avec le concours des autres collectivités (département et région pour les bus et les trains). La thématique de l'intermodalité se fera donc nécessairement en lien avec les collectivités partenaires
- Il faut renouveler la manière de penser les budgets de façon plus transversale et horizontale, aussi bien au niveau de l'ensemble des collectivités qu'au niveau de l'État (en France, la réciprocité et les effets secondaires, les coûts reportés considérés à tort comme externalisés ne sont pas pensés dans la continuité alors qu'il s'agit du même argent public, donc celui de l'ensemble des citoyen.ne.s)
- Un autre point de vigilance est la communication faite à l'extérieur de la ville autour du tourisme : Strasbourg ville cyclable et donc peu accessible en voiture
- Le collectif organise une vélorution suivie d'un débat le vendredi 6 mars dans le cadre des municipales. Y sont conviés des candidat.e.s pour la mairie de Strasbourg mais également de la ville de Schiltigheim et d'Illkirch.